

# FRANCE-CORSE

## JE T'AIME MOI NON PLUS

Paul-François  
PAOLI



Le  Editions de  
l'Observatoire



France/Corse :  
je t'aime moi non plus

Réflexions sur un quiproquo historique

## Du même auteur

*Aux sources du malaise identitaire français : valeurs, identité et instinct de collaboration*, L'Artilleur, 2020.

*Confessions d'un enfant du demi-siècle*, Cerf, coll. « Idées », 2018.

*L'Imposture du vivre ensemble*, L'Artilleur, 2018.

*Quand la gauche agonise : La république des bons sentiments*, Le Rocher, 2016.

*Malaise de l'Occident : Vers une révolution conservatrice ?*, Pierre-Guillaume de Roux, 2014.

*Pour en finir avec l'idéologie antiraciste*, François Bourin, 2012.

*La Tyrannie de la faiblesse : La féminisation du monde ou l'éclipse du guerrier*, François Bourin, 2010.

*La France sans identité : Pourquoi la République ne s'aime plus ?*, Autres Temps, 2008.

*Nous ne sommes pas coupables : Assez de repentances !*, Table Ronde, 2006.

*Je suis Corse et je n'en suis plus fier*, Max Milo, 2005.

*Les Impostures de l'égalité*, Max Milo, 2003.

*Comment peut-on être de droite ?*, Albin Michel, 1999.

Paul-François Paoli

# France/Corse : je t'aime moi non plus

Réflexions  
sur un quiproquo historique

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-1641-4

Dépôt légal : 2021, mai

© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2021  
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

« Une nation existe par et pour la culture »

Jean Paul II,  
Discours à l'UNESCO, 1980.





*Les origines  
d'un quiproquo historique*



J'ai longtemps cru que j'étais français. Je sais maintenant que je suis corse – tout en me demandant, de plus en plus, ce que signifie au juste « être français » dans un pays où ce mot est devenu un objet permanent de controverse.

Une précision : il va de soi pour moi que les Corses sont français bien qu'ils le soient de manière ambivalente, en faisant parfois le procès de la France. Est-ce si original dans un pays où tant de Français se signalent par leur désamour envers leur propre pays et leur histoire ? Si je me permets d'introduire cette réflexion par une assertion personnelle, c'est qu'elle me semble bien situer le propos que je veux développer ici. Entre ce que nous appelons couramment la France et cette petite région qu'est la Corse subsiste un quiproquo obscur, qui exprime à sa manière le malaise identitaire français que j'ai tenté de définir

dans plusieurs ouvrages<sup>1</sup>. Ce malaise peut être formulé ainsi : être français, aux yeux des institutions, consiste à être citoyen d'un pays qui se définit par des « valeurs universelles », liberté, égalité, fraternité et aussi laïcité. Être corse en revanche relève d'abord du particularisme généalogique. Être corse, comme être franc-comtois, savoyard ou picard, n'a rien à voir avec la citoyenneté. D'un côté nous avons le primat généalogique, de l'autre celui du droit, donc de la citoyenneté.

Nous sommes ici au cœur de la contradiction que je veux exprimer : si être corse, basque, breton ou encore aveyronnais, renvoie à du particulier par rapport à l'État de droit républicain, être français renvoie aussi à du particulier, à une langue, un pays et un territoire spécifiques par rapport au genre humain dans son ensemble. Or la France républicaine – et c'est sa particularité exorbitante – a prétendu parler au nom de l'humanité et de tous les hommes. Elle s'est, du coup, mise en porte-à-faux en tant qu'entité

---

1. Paul-François Paoli, *Aux sources du malaise identitaire français*, L'Artilleur, 2020.

singulière. Et elle a exigé des régions dont la culture pouvait être distincte de la civilisation de langue française (Basques, Corses ou Bretons notamment) de s'identifier à elle au nom de « l'universel républicain ». Assurément, voilà l'origine du quiproquo historique entre la Corse et la France. Ce quiproquo se poursuit jusqu'à nos jours, quand Emmanuel Macron suggère aux Corses de respecter les « valeurs de la République » afin d'être de bons Français. Mais que signifie désormais « être français » dans un pays où Éric Zemmour et Rokhaya Diallo, Alain Finkielkraut et Jacques Attali, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon controversent à longueur de colonnes au nom de ce pays dont ils n'ont apparemment ni la même vision ni la même définition ?

On ne parle jamais autant d'une chose que quand elle vient à manquer, disait Jacques Lacan. En France, on n'a jamais autant parlé d'identité que depuis que les Français (Corses inclus) ne savent plus au juste ce que veut dire être français. Il est bien sûr plus aisé d'attribuer des traits distinctifs à un petit groupe humain qu'à un vaste ensemble. Argument justifié, mais qui justifie encore plus la question suivante : qu'ont donc

les Français en partage ? Une langue parlée par des millions de francophones en Afrique ? Une même culture, qui resterait à définir, car il est douteux que Marine Le Pen et Emmanuel Macron en aient la même idée ? Des mêmes valeurs (sous-entendu : républicaines), terme vague, extensible comme du chewing-gum ? La citoyenneté alors ? Mais que signifie vraiment ce mot de citoyenneté quand on en a plusieurs, comme c'est le cas de tant de gens en France ? Être français est devenu en France une question épineuse, une énigme presque. Jacques Attali, Alain Juppé, Jacques Julliard, Alain Finkielkraut, Éric Zemmour, Sibeth Ndiaye ou Jordan Bardella ne sont pas forcément d'accord sur le sens à donner à ce mot. Dès lors, comment pourrait-on demander aux Corses d'être français si tant de Français ne sont plus à même de nous dire ce que ce mot signifie au juste, à part une nationalité administrative ou de vagues discours sur les valeurs républicaines ?

Il n'en a pas toujours été ainsi. Souvenons-nous de cette époque guère si lointaine des années 1970, où être français allait presque de soi. Jacques Chirac était français et Georges Marchais aussi. Jamais, avant les années 1970, je n'ai entendu un jeune Corse me dire

qu'il n'était pas français. Or cette négation est devenue banale dans l'île et ne se limite pas aux indépendantistes. Il s'est en effet produit en Corse comme ailleurs un phénomène de dissociation entre le sentiment d'identité et la nationalité administrative. Quand des gens vous disent : « Je suis de nationalité française, mais... », c'est que quelque chose cloche au pays de l'Universel. Depuis que les discours sur les valeurs et les droits de l'homme se sont substitués à l'idée que les Français étaient principalement un peuple d'Européens métissés par l'Histoire, la notion même d'identité est devenue taboue, car on y suspecte du racisme. S'est alors développée une figure que je nommerais « le Français de négation ». Celui-ci affirme que le propre de la France est de ne pas avoir d'identité ni d'origine mais seulement des *valeurs*, évidemment universelles. Il a 100 visages. Celui de Jacques Attali qui grimace quand on évoque le mot de racines, celui d'Hervé Le Bras qui ne trouve rien à redire au fait que, dans vingt ans, un Français sur deux sera d'origine étrangère, au contraire il s'en réjouit. Et que dire d'Esther Benbassa, qui a trois nationalités, et à qui on pourrait en distribuer bien d'autres puisqu'elle se proclame « citoyenne du monde ». Que dire de Benoît Hamon qui a osé proférer : « Qu'est-ce

que ça dit de nous ? » au lendemain du massacre du Bataclan. Autrement dit, n'avons-nous pas été assez ouverts avec ceux qui nous détestent ? La patrie du Français de négation c'est *l'humanité*, le monde, des idées vagues et paraît-il insurpassables. Ces Français de négation qui ont l'universel pour religion sont majoritaires dans les institutions, mais minoritaires dans l'opinion. Ils ont chassé de leur esprit tout lien sensible avec un pays concret. Pour eux, la France n'est pas un pays unifié par une histoire particulière, elle est devenue une idée qui a force de norme, car elle postule l'universel.

C'est le sentiment de *familiarité* des Français avec la France qui est mis à mal par les Français de négation. Or c'est ce sentiment de familiarité qui nourrit, selon nous, l'identité et avec elle le sentiment d'appartenance à une nation particulière. Affirmer que la France est fondée sur des *valeurs* est un non-sens anthropologique tout autant que logique. Une société, un club ou encore un parti auquel on adhère peuvent être fondés sur des valeurs, mais sûrement pas un peuple. Un peuple existe indépendamment de ses valeurs prétendues, ou il n'existe pas. L'Union soviétique était fondée sur les valeurs



de l'*Homo sovieticus* : on a vu comme elle a fini. Le peuple soviétique n'a jamais existé. Il existait des Russes et des Ukrainiens, des Biélorusses et des Géorgiens, mais pas de Soviétiques en soi. Le peuple yougoslave aussi était fondé sur des valeurs. Prophétique, le général de Gaulle parlait des « Russes » et jamais des Soviétiques et il disait ceci de Tito qu'il considérait comme un usurpateur :

« Tito un héros national ? Encore faudrait-il qu'il y ait une nation yougoslave. Il n'y en a pas. Il n'y a que des bouts de ficelle. Le bout de ficelle c'est Tito. Quand il ne sera plus là, les bouts de bois se disperseront. »

Cette vérité énoncée par de Gaulle dans les années 1960<sup>1</sup> s'est réalisée tragiquement à travers les guerres ethniques qui ont ravagé l'ex-Yougoslavie et qui ont vu ses peuples se dissocier les uns des autres. Or la France d'aujourd'hui ressemble, à certains égards, à l'ex-Yougoslavie. Les tensions communautaires y sont de plus en plus patentes et les haines ethniques et religieuses se diffusent, comme l'a encore montré l'affaire Mila.

---

1. Éric Branca, *De Gaulle et les grands*, Perrin, 2020.

La question que nous osons poser ici est donc la suivante : le peuple français existe-t-il en tant que tel, indépendamment de ces valeurs ou de son idéologie républicaine officielle ? S'il existe en tant que tel, comme nous le pensons, il est, à l'instar de tous les peuples, circonscrit par un certain nombre d'attributs objectifs. Si le peuple français existe, est-ce qu'on peut dire qu'il est d'abord, et même s'il ne l'est pas exclusivement – puisque les Antillais et les Réunionnais sont français par l'histoire – « un peuple européen de race blanche », comme le disait de Gaulle<sup>1</sup> ? Peut-on dire qu'il est de culture gréco-latine, puisque la langue française est originaire du latin ? Peut-on dire que son histoire est marquée par une sensibilité judéo-chrétienne, puisque le catholicisme a été la religion majoritaire des Français pendant plus de mille cinq cents ans ?

Ce sont de ces attributs objectifs que certaines élites ne veulent plus entendre parler. L'aversion pour tout

---

1. « Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne », propos rapporté dans Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Gallimard, 2002.

ce qui rappelle les origines ethnoculturelles de la France, qu'elles soient gauloises, latines ou franques, alors même que la passion pour la généalogie fait des adeptes de plus en plus nombreux, est trop flagrante pour qu'on doive y insister. En quelques générations, l'Éducation nationale est passée de la mythologie républicaine assimilationniste, le fameux « Nos ancêtres les Gaulois » de la Troisième République, qui fut scandé aussi aux élèves africains, à la volonté de déconstruction de tout récit des origines qui s'est développée dans les années 1980. C'est pourquoi les « petites patries » sont remontées à la surface après l'intermède gaullien durant lequel ce récit des origines s'était maintenu, ne serait-ce qu'à travers le nom même du général de Gaulle<sup>1</sup>. Les « petites patries » qui reviennent en force à travers le régionalisme des années post-gaulliennes ont pour fonction de combler un grave manque symbolique dans un pays dont les élites ont prétendu dater l'origine au serment du Jeu de paume de 1789.

---

1. Certains font mine de croire que de Gaulle, pour avoir écrit qu'il se faisait une « certaine idée de la France » était universaliste. Une « certaine idée de la France » ne veut pas dire que la France est une idée en soi, mais que cette idée est indissociable du « peuple français venu du fond des âges ».

Quel rapport la Corse entretient-elle avec cette histoire ? Celui-ci : comme nous le rappellerons plus loin, l'intégration de la Corse à la France s'est faite en plusieurs temps et elle a connu deux traumatismes majeurs. Le premier est lié à la violence que l'État monarchique a fait subir à l'île en y envoyant des troupes pour mater l'insurrection paoliste en 1763. Une réalité que nul ne conteste et qu'il n'est pas besoin d'être nationaliste pour admettre. Que la Corse ait été « forcée » d'intégrer le giron français ne fait pas discussion. Mais là où les nationalistes se trompent c'est lorsqu'ils instrumentalisent cette histoire à des fins idéologiques. La France n'était ni plus ni moins impérialiste que toutes les puissances de l'époque, l'Angleterre, l'Espagne ou la Russie. On reproche toujours au plus fort du moment son impérialisme mais l'impérialisme n'est rien d'autre que la loi du plus fort et parfois aussi du plus civilisé. Voltaire lui-même approuvera par la suite l'intégration brutale de la Corse – qu'il voyait comme un pays sauvage et arriéré – à la civilisation française. Le fait est que la Corse, dans son tréfonds, n'était nullement française, même s'il existait un parti pris français parmi certaines élites. Dépourvue de système féodal, même



# Table

Les origines d'un quiproquo historique .....	9
Qui sommes-nous au juste ? .....	29
La Corse avant la France .....	47
La révolution corse contre Gênes et la France monarchique .....	63
La Corse avec la France : la passion impériale .....	73
Du désamour à la rupture. Quand la Corse s'éloigne... ..	93
Une île refuge ? .....	115
<i>Conclusion</i> .....	129